

Département des Alpes Maritimes

Commune de ROQUESTERON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Séance du MERCREDI 04 JUIN 2014

NOMBRE DE CONSEILLERS	
Y Afférent	15
En exercice	15
Présents	12
Procurations	1
Qui ont pris part à la délibération	13
Pour	13
Contre	0
Abstention	0

L'AN DEUX MIL QUATORZE, le **MERCREDI 04 JUIN à 19 heures**, le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Danielle CHABAUD, MAIRE.

Présents : Mmes et MM. Danielle CHABAUD, Florence BRAO, Gil CARDONNE, Marcel MARCILLON, Annick GODART, Nadia AELTERMAN, Nina ROUANET, Jennifer BOUTRIK, Jacques BELLON, Gilbert LEFEU, Danielle BONNET VAUCHEZ, Jean Marc MISSONIER.

Absent : M. Didier GIAUFFRET, M. Alexis ARGENTI

Pouvoirs : M. Patrick CALEGARI à M. Gil CARDONNE

Secrétaire de séance : M. Jacques BELLON

DELI 1072014

OBJET : Commune de ROQUESTERON - Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme - Définition des modalités de la concertation publique.

Le Conseil Municipal réuni en séance publique :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L123.6, L300.2 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de ROQUESTERON du 20 Août 2010 ;

CONSIDERANT que le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) de la commune de ROQUESTERON approuvé le 8 Janvier 1994 et modifié le 18 Février 2000 ne correspond plus aux évolutions de l'aménagement du territoire communal et n'intègre pas les nouvelles dispositions législatives à prendre en compte dans l'élaboration d'un plan local d'urbanisme ;

CONSIDERANT que le Conseil Municipal de ROQUESTERON dans sa séance du 20 Août 2010 décidait de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols par l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

CONSIDERANT que depuis cette date, les dispositions législatives afférentes à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme ont été profondément modifiées notamment par la loi du 24 Mars 2014 (Loi ALUR) qu'il convient désormais de prendre en compte ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu de rapporter la délibération de prescription du 20 Août 2010 et de prescrire à nouveau l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre du nouveau contexte législatif ;

AR PREFECTURE

006-210601068-20140604-DELI1072014-DE
Regu le 05/06/2014

Département des Alpes Maritimes

Commune de ROQUESTERON

CONSIDERANT que les objectifs prioritaires de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de ROQUESTERON sont les suivants :

- Programmer, dans le respect notamment de la loi montagne du 9 Janvier 1985, un développement harmonieux des parties urbanisées de la commune, de façon à répondre aux besoins en logements et en définissant des règles architecturales favorisant le développement durable ;
- Préserver, améliorer et créer les espaces affectés aux activités agricoles ;
- Protéger et mettre en valeur les paysages et les milieux naturels remarquables de la commune ;
- Sauvegarder le centre ancien ;
- Favoriser et renforcer le potentiel économique, commercial et touristique de la commune à travers notamment la programmation de nouveaux équipements ;

CONSIDERANT que les modalités de la concertation publique à prévoir sont les suivantes :

- Réunion publique avec la population, au minimum, avant le débat sur le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) et avant l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) ;
- Mise à disposition du public en Mairie d'un registre d'observations dès la publication de la présente délibération, jusqu'à l'arrêt du projet ;

CONSIDERANT que :

- Les objectifs généraux de la commune pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ont été définis ;
- Les modalités de la concertation préalable ont été définies ;

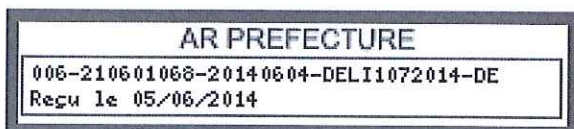
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- 1) De rapporter la délibération de prescription du 20 Août 2010 ;
- 2) De prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols de la commune de ROQUESTERON, qui vaut élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- 3) D'approuver les modalités de la concertation publique telles que présentées ci-dessus ;
- 4) D'imputer au budget municipal les dépenses nécessaires à cette procédure ;
- 5) D'autoriser Madame le Maire à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la présente délibération ;

Conformément à l'article L123.6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée à :

- M. le Préfet des Alpes-Maritimes ;
- M. le Président du Conseil Général ;
- M. le Président du Conseil Régional ;
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- M. le Président de la Chambre des Métiers ;
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture ;
- M. le Représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
- Mmes et Mrs les Maires des Communes limitrophes ;
- M. le Président de la Communauté des Communes des Alpes d'Azur ;
- M. le Président du Parc Naturel Régional des Alpes d'Azur ;

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.



Le Maire,
Danielle CHABAUD